



ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CP à 12: le prix des dédoublements

Où trouver les enseignants pour dédoubler, en plus des CP, une partie des CE1 des écoles de l'éducation prioritaire, comme s'y est engagé, pour septembre, le gouvernement ? La question se pose un peu partout sur le territoire, notamment dans les zones rurales, où les enseignants ont parfois le sentiment de « payer le prix des dédoublements ». « Il n'y aura plus de fermeture de classes en école primaire », leur avait pourtant assuré Emmanuel Macron, en juillet 2017. Depuis le début février, les protestations à l'annonce de fermetures de classes se multiplient. Plus de 40 manifestations locales ont été recensées par le SNUipp-FSU, principal syndicat dans le primaire, qui s'est attaché au calcul du « coût réel » des dédoublements. Selon lui, dans au moins 20 des 30 académies métropolitaines, la dotation pour l'année scolaire à venir

sera en deçà du nombre de postes nécessaires pour dédoubler les seuls CP de l'éducation prioritaire. En outre, si les CP sont dédoublés, cela se fait parfois au détriment des autres classes, qui voient leur effectif monter. Fait rare, les syndicats SNUipp-FSU, SE-UNSA et SGEN-CFDT ont signé, le 5 février, un communiqué commun : « En décidant une forte réduction des effectifs uniquement en CP et CE1 dans l'éducation prioritaire, sans en donner les moyens suffisants, le ministre va dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage partout ailleurs. » Selon le ministère de l'éducation, les fermetures de classes peuvent être compensées par des ouvertures ailleurs : les dotations pour 2018-2019 annoncées en décembre affichent un solde positif dans le premier degré (3 881 postes) – contrairement aux collèges et lycées, où il est proche de zéro.